

Les pompiers voient rouge



Les familles de pompiers ont manifesté leur colère devant le Sdis. C. VILLEMAIN / 20 MINUTES

Ils étaient en grève mercredi pour le maintien de leurs logements

Ils ont planté leurs tentes devant le service départemental d'incendie et de secours du Rhône (3e) pour protester contre « leur expulsion ». Mercredi, près de 150 pompiers se sont mis en grève à Lyon à l'appel de Sud, SNSPP et FA contre la suppression de leurs logements de fonction.

Selon ce projet qui doit être entériné le 25 juin lors d'un conseil d'administration du Sdis, les familles ont jusqu'au 31 août 2013 pour quitter leurs appartements de la Croix-Rousse, de [Villeurbanne](#), de Gerland et de la Duchère, afin que ces biens soient mis en vente. En 2009, l'accès à ces 250 logements, acquis depuis plus de trente ans, avait été modifié. « Les pompiers devaient travailler 1 000 heures de plus par an pour en bénéficier », indique Didier Dupir, délégué Sud.

Des motivations financières Mais en février, le tribunal administratif, saisi par le syndicat Unsa-Autonomes, a annulé cet accord jugé contraire à la législation européenne. « La justice nous a imposé de faire passer le temps de travail des logés de 2 600 h à 2 256 h par an, soit l'équivalent des heures effectuées par les pompiers non logés, explique le colonel Serge Delaigue, directeur du Sdis. Sachant que la réhabilitation des logements coûterait 12 millions d'euros et que les pompiers ne seraient pas plus disponibles, il n'y avait plus de raison de les loger ». « Les pompiers ont fait cadeau de nombreuses heures de travail et on leur donne un an pour quitter un logement, dont ils ont souvent besoin », déplore Franck Chenal, délégué Sud. Installée à la Croix-Rousse, une épouse de pompier appréhende les prochains mois : « On vit à quatre sur un salaire. On ne pourra jamais avoir la même qualité de vie dans le parc locatif privé », explique-t-elle. Jean-Daniel, logé à Gerland, s'agace : « On a pris cet appartement à la naissance de notre fille. Ma femme venait de perdre son [emploi](#). C'est un avantage qui nous permet d'être plus sereins en cas de difficultés... mais ce n'est pas gratuit. On travaille plus pour en bénéficier. »

Elisa Frisullo

Un projet qui ne fait pas l'unanimité au CA

Le maire PS du 3e et conseiller général Thierry Philip, membre du CA du Sdis, a dénoncé mercredi la politique sociale menée par Michel Mercier, président du département et du CA du Sdis. « Cette politique devient intolérable » et découle « du problème budgétaire du département lié aux emprunts toxiques », souligne l'élu, déterminé à voter contre le projet du Sdis.